



Aboriginal Affairs and Northern Development Canada
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada

Rapport annuel au Parlement

Loi sur la protection des renseignements personnels

2010-2011



Canada

- Le contenu de cette publication ou de ce produit peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins personnelles ou publiques mais non commerciales, sans frais ni autre permission, à moins d'avis contraire.
- On demande seulement :
 - De faire preuve de diligence raisonnable en assurant l'exactitude du matériel reproduit;
 - D'indiquer le titre complet du matériel reproduit et l'organisation qui en est l'auteur;
 - D'indiquer que la reproduction est une copie d'un document officiel publié par le gouvernement du Canada;
 - D'indiquer que la reproduction n'a pas été faite en association avec le gouvernement du Canada ni avec l'appui de celui-ci.
- La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur de la Couronne du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec TPSGC au 613-996-6886 ou à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Publié avec l'autorisation du
ministre des Affaires autochtones
et du Développement du Nord
canadien
Ottawa, 2011

www.ainc-inac.gc.ca
1-800-567-9604
ATS seulement : 1-800-553-0554

Version imprimée bilingue
QS-6220-057-BB-A1

Version anglaise en ligne
QS-6220-057 EE-A1

Version française en ligne
QS-6220-057 FF-A1

© Ministre des Affaires indiennes et
du Nord canadien, 2011

This publication is also available in English under the title:
Annual Report to Parliament – Privacy Act 2010-2011

Rapport annuel au Parlement

Loi sur la protection des renseignements personnels

Affaires autochtones et Développement
du Nord Canada

2010-2011

Avis aux lecteurs :

Le 18 mai 2011, le premier ministre Stephen Harper a annoncé la composition de son nouveau Cabinet. Le ministre John Duncan conserve la responsabilité de son portefeuille. Un changement a toutefois été apporté à son titre, qui s'appellera désormais Affaires autochtones et du développement du Nord plutôt qu'Affaires indiennes et du Nord canadien.

Dès le 13 juin 2011, pour le grand public, le nouveau nom du Ministère en vertu du Programme de coordination de l'image de marque du gouvernement du Canada est Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC).

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous référer au lien suivant :
www.ainc-inac.gc.ca/ai/aand-fra.asp.

Table des matières

1. Introduction	5
2. Organisation	5
3. Ordonnance de délégation de pouvoirs.	7
4. Interprétation du rapport statistique	8
5. Communication des renseignements personnels	10
6. Autres fonctions de la Direction de l'AIPRP	14
7. Plaintes et enquêtes	14
8. Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée	14
9. Activités de comparaison des données	16
10. Points saillants d'AADNC en 2010-2011.	16
11. Modifications apportées à l'organisation, aux politiques, aux lignes directrices et aux procédures.	18
12. Annexe A	19
13. Annexe B	24
14. Annexe C	29

1. Introduction

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* (LPRP) a pour objet de protéger la vie privée des personnes relativement aux renseignements personnels que les institutions fédérales possèdent à leur sujet et de fournir un droit d'accès à cette information.

Ce rapport au Parlement décrit les activités d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC) qui permettent de se conformer à la LPRP, conformément à l'article 72 de la *Loi*. Le rapport détaille les activités et les réalisations de la Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) du Ministère, y compris les éléments essentiels suivants :

- continuer de donner accès aux renseignements personnels en temps opportun en communiquant de façon non officielle l'information et en déléguant tous les pouvoirs en vertu de la LPRP au coordonnateur ou à la coordonnatrice de l'AIPRP d'AADNC;
- offrir des possibilités de formation continue aux employés d'AADNC dans les régions de la capitale nationale et du Québec.

Le mandat d'AADNC comprend deux volets distincts d'égale importance : *les affaires indiennes et inuites et le développement du Nord*. Ce vaste mandat est principalement dicté par la *Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien*, la *Loi sur les Indiens* et les lois territoriales ainsi que par les obligations légales stipulées au paragraphe 91(24) de la *Loi constitutionnelle*. Le Ministère administre au total plus de 50 lois. Par conséquent, le rôle d'AADNC est complexe et ses responsabilités touchent un large éventail de programmes.

Le Ministère veille à respecter les obligations et engagements pris par le gouvernement du Canada à l'égard des Premières nations, des Inuits et des Métis et à s'acquitter des responsabilités constitutionnelles qui incombent au gouvernement fédéral dans le Nord.

Le ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord exerce également la fonction d'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits. À ce titre, il sert d'intermédiaire entre le gouvernement du Canada et les Métis, les Indiens non inscrits et les Autochtones vivant en milieu urbain. L'objectif de cette relation est de défendre les intérêts des Canadiens d'origine autochtone hors réserve et de travailler avec eux pour leur fournir les mêmes services qu'à ceux qui vivent dans les réserves.

2. Organisation

La Direction de l'AIPRP est chargée du traitement des demandes formulées en vertu de la LPRP. Elle a été créée au sein du Secrétariat du Ministère et relève du secrétaire du Ministère qui, pour sa part, est directement responsable devant le sous-ministre et fait partie du Comité de la haute direction (CHD) d'AADNC.

La Direction est composée de deux groupes : l'Unité de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels. L'Unité de l'AIPRP traite les demandes d'examen de dossiers et la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a pour rôle d'offrir

d'importants conseils en matière de confidentialité en lien avec les nouvelles initiatives, contribuant ainsi à la mise en œuvre de changements visant à améliorer la protection des renseignements personnels dans les programmes ministériels. Les politiques et les procédures permettent de s'assurer que la protection des renseignements personnels est prise en compte tout au long du cycle de vie des processus et des programmes d'AADNC et que les décisions qui concernent la collecte et l'utilisation des données personnelles reposent sur des principes équitables de gestion de l'information.

La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels offre des conseils et des directives au Ministère sur un certain nombre de sujets :

- Exécution des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée ministérielles (EFVP);
- Intégration et utilisation des énoncés pertinents de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* dans les instruments de collecte de données (formulaires, sondages, etc.);
- *Info Source* et instruction sur la préparation et l'enregistrement des fichiers de renseignements personnels (FRP) et leurs catégories de documents;
- Formation et promotion de la sensibilisation sur la protection des renseignements personnels et sur les questions relatives à la confidentialité au sein du Ministère;
- Respect des exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de ses politiques connexes sur la communication des renseignements personnels lors de la préparation des protocoles d'entente (PE).

La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels comprend les postes suivants :

- le directeur ou la directrice qui, en tant que coordonnateur institutionnel ou coordonnatrice institutionnelle de l'AIPRP, détient également la pleine délégation de pouvoirs en vertu de la LPRP;
- le conseiller principal ou la conseillère principale en vie privée (chef d'équipe) qui s'occupe de surveiller l'équipe de la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels. Parmi les autres fonctions, mentionnons l'élaboration et le suivi de la fonction des politiques relatives à l'AIPRP au sein d'AADNC, l'examen des demandes traitées, la formation et le renforcement des capacités;
- deux conseillers techniques, Politique sur la vie privée, qui conseillent et guident les fonctionnaires du Ministère et les spécialistes en matière de conséquences pour les systèmes de la politique sur l'EFVP, des FRP et du répertoire *Info Source*;
- deux conseillers, Politique sur la vie privée, qui offrent des services d'analyse et de conseils concernant les questions touchant à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels (y compris l'analyse des EFVP), et élaborent des protocoles d'entente (PE);
- l'agent ou l'agent de projet, Politique sur la vie privée, qui examine, évalue et

enregistre la collecte de renseignements personnels aux fins de stockage dans les FRP et de l'inclusion dans *Info Source*;

- l'agent ou l'agente, Politique sur la vie privée, qui fournit un soutien administratif et des services liés à la mise en œuvre et au maintien d'un programme d'évaluations structurées et continues de tous les systèmes électroniques et de tous les systèmes manuels reposant sur le support papier à l'échelle d'AADNC;
- deux agents techniques, Politique sur la vie privée, qui fournissent des services administratifs à l'appui du chef d'équipe ainsi qu'une aide visant la prestation de conseils stratégiques et techniques liés aux EFVP, aux FRP et à *Info Source*;
- un ou une commis, Politique sur la vie privée, qui saisit toutes les demandes dans le système électronique, accuse réception des demandes et accomplit d'autres tâches administratives.

Durant la période visée par le rapport de 2010-2011, la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a dû faire face à un certain nombre de départs et de postes vacants au sein de sa structure organisationnelle.

3. Ordonnance de délégation de pouvoirs

En vertu de l'article 73 de la LPRP, le ministre délègue ses pouvoirs aux fonctionnaires du Ministère afin d'appliquer la LPRP au sein d'AADNC.

Au début de la période visée par le rapport, une ordonnance de délégation de pouvoirs en date du 26 mai 2008 était toujours en vigueur (annexe A). Cette ordonnance accordait aux titulaires des postes suivants le pouvoir d'appliquer la LPRP :

- Secrétaire du Ministère;
- Coordonnateur ministériel de l'AIPRP;
- Fonctionnaires désignés pour agir à la place des titulaires de postes ci-dessus en leur absence.

Une nouvelle ordonnance de délégation de pouvoirs a été signée le 3 novembre 2010 à la suite de la désignation d'un nouveau ministre (annexe B) pour AADNC. En vertu de l'article 73 de la LPRP, l'ordonnance déléguait les pouvoirs et les responsabilités relatifs à la LPRP au secrétaire du Ministère et au coordonnateur de l'AIPRP au sein du Secrétariat du Ministère. La pleine délégation des pouvoirs au coordonnateur de l'AIPRP assurait un engagement continu de la part d'AADNC envers le traitement opportun des demandes.

4. Interprétation du rapport statistique

Le rapport statistique a été présenté au Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) le 27 mai 2011 (annexe C). Le rapport décrit en détail tous les aspects des demandes reçues par L'Unité de l'AIPRP du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011. Cette année, 70 demandes ont été traitées et 14 dossiers actifs seront traités au cours du prochain exercice.

4.1 Demandes reçues en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Le *Tableau 1* présente le nombre de demandes reçues en vertu de la LPRP au cours de la période visée par le rapport, soit du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011.

Tableau 1. Demandes de renseignements personnels (RP) reçues au cours de la période visée par le rapport 2010-2011.		
Demandes	Nombre de demandes	Pourcentage (%)
Reçues au cours de la période visée par le rapport	70	87,5
Reportées de l'exercice précédent	10	12,5
Total	80	100

Au cours du présent exercice, l'Unité de l'AIPRP a observé une hausse importante du nombre de demandes en vertu de la LPRP. Outre les 70 demandes reçues au cours de la période visée par le rapport 2010-2011, 10 demandes ont été reportées de l'exercice précédent, ce qui porte à 80 le nombre de demandes pour l'exercice. En 2010-2011, on dénombre 31 demandes de renseignements personnels de plus que l'exercice précédent.

4.2 Demandes menées à terme

Le *Tableau 2* présente la décision relative aux demandes traitées au cours de la période visée par le rapport, soit du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011.

Tableau 2. Décision relative aux demandes de renseignements personnels traitées au cours de la période visée par le rapport 2010-2011.		
Décision	Nombre de demandes	Pourcentage (%)
Communication partielle	32	45,71
Abandon par le requérant	17	24,29
Communication totale	10	14,29
Traitement impossible	9	12,85
Aucune divulgation (exemption)	1	1,43
Aucune communication (exclusion)	1	1,43
Transmission	0	0,00
Total	70	100

Le résultat le plus fréquent des demandes traitées pendant la période visée par le rapport a été la communication partielle des documents, qui s'est produite dans le cas de 32 dossiers (45,71 %). De par leur nature, bon nombre des documents demandés contiennent des renseignements personnels au sujet d'une personne autre que celle qui a fait la demande. Ces renseignements sont protégés aux termes de l'article 26 de la LPRP.

Le deuxième résultat le plus fréquent a été l'abandon de la demande de la part du requérant, qui s'est produit dans le cas de 17 dossiers (24,29 %). Toutes les demandes abandonnées ont soit fait l'objet d'un traitement officieux, soit l'Unité de l'AIPRP n'avait pas suffisamment de renseignements pour poursuivre le traitement (et le requérant n'a pas répondu dans les 30 jours suivant la demande de précision).

Le troisième résultat le plus fréquent a été la communication totale des documents qui s'est produite dans le cas de 10 dossiers (14,29 %).

4.3 Exceptions invoquées

L'exception invoquée en vertu de l'article 26 de la LPRP s'appliquait aux documents communiqués en réponse à 34 demandes.

4.4 Motifs d'exclusion

Aucune exclusion de la LPRP n'a été invoquée en 2010-2011.

4.5 Délais de traitement

Le *Tableau 4* présente le délai de traitement nécessaire à chaque demande au cours de la période visée par le rapport, soit du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011.

Tableau 3. Délai de traitement des demandes reçues au cours de la période visée par le rapport 2010-2011		
Période	Nombre de demandes	Pourcentage (%)
30 jours ou moins	34	48,57
31-60 jours	15	21,43
61-120 jours	13	18,57
181 jours ou plus	8	11,43
Total	70	100

L'Unité de l'AIPRP a réussi à traiter, sans prorogation, 34 demandes de renseignements personnels dans le délai de 30 jours prévu par la *Loi*. Quinze demandes (21,43 %) ont nécessité un délai supplémentaire de 30 jours, tandis qu'il a fallu 61 à 120 jours pour traiter 13 demandes (18,57 %). Comme l'illustre le *Tableau 4*, le traitement de huit demandes a exigé plus de 180 jours.

4.6 Prorogations de délais

Dans 10 cas, le respect du calendrier initial aurait déraisonnablement perturbé les activités courantes d'AADNC. Il a donc fallu proroger le délai de 30 jours. En ce qui concerne une

demande, le délai a été prorogé de moins de 30 jours aux fins de consultation avant de communiquer les documents.

4.7 Traduction

Il n'y a eu aucune demande de traduction au cours de la période visée par le présent rapport.

4.8 Méthode d'accès

Dans les 42 cas où les documents ont été communiqués, le requérant a reçu des copies de ces documents.

4.9 Coûts

Le *Tableau 5* illustre les coûts engagés au cours de la période visée par le rapport, soit du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011.

Tableau 4. Coûts liés à l'administration de la Direction de l'AIPRP d'AADNC au cours de la période visée par le rapport 2010-2011.	
Données financières	Montant
Salaires	610 280,28 \$
Administration (fonctionnement et entretien)	91 155,13 \$
Total	701 435,41 \$
Années-personnes (nombre décimal)	9,04

Les coûts engagés au cours de la période visée par le rapport sont calculés en fonction des salaires des employés de la Direction de l'AIPRP (9,04 ETP) et des dépenses de fonctionnement et d'entretien associées à l'application de la *Loi*.

5. Communication des renseignements personnels

Les renseignements personnels détenus par une institution gouvernementale ne doivent pas être communiqués par l'institution sans le consentement des personnes concernées par ces renseignements, si ce n'est conformément au paragraphe 8(1) de la LPRP.

Outre les 74 demandes officielles reçues en vertu de la LPRP, des renseignements personnels ont pu être communiqués, en vertu du paragraphe 8(2) de la LPRP, sans le consentement de la personne concernée. Le *Tableau 6* montre la répartition des communications autorisées des renseignements personnels au cours de la période visée par le présent rapport. Ces communications concernent 1 069 demandes reçues et 1 050 demandes traitées.

Tableau 5. Communications autorisées des renseignements personnels au cours de la période visée par le rapport 2010-2011.

Alinéa	Nombre de communications	Pourcentage (%)
8(2)f)	790	73,90
8(2)e)	191	17,87
8(2)d)	51	4,77
8(2)k)	26	2,43
8(2)b)	5	0,48
8(2)a)	3	0,28
8(2)g)	1	0,09
8(2)h)	1	0,09
8(2)j)	1	0,09
8(2)c)	0	0,00
8(2)i)	0	0,00
8(2)f)	0	0,00
8(2)m)	0	0,00
Total	1 069	100

Alinéa 8(2)a)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « aux fins auxquelles ils ont été recueillis ou préparés par l'institution ou pour les usages qui sont compatibles avec ces fins ».

Le Ministère a reçu et traité trois demandes (0,28 %) en vertu de cet alinéa de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Alinéa 8(2)b)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « aux fins qui sont conformes avec les lois fédérales ou ceux de leurs règlements qui autorisent cette communication ».

Le Ministère a reçu et traité cinq demandes (0,48 %) en vertu de cet alinéa de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Alinéa 8(2)c)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués lorsque cette communication est « exigée par *subpoena*, mandat ou ordonnance d'un tribunal, [...] ou exigée par des règles de procédure se rapportant à la production de renseignements ».

Le Ministère n'a reçu et traité aucune demande en vertu de cet alinéa de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Alinéa 8(2)d)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « au procureur général du Canada pour usage dans des poursuites judiciaires intéressant la Couronne du chef du Canada ou le gouvernement fédéral ».

Le Ministère a reçu et traité 51 demandes (4,77 %) en vertu de cet alinéa de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Alinéa 8(2)e)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués à « un organisme d'enquête [...] en vue de faire respecter des lois fédérales ou provinciales ou pour la tenue d'enquêtes licites ».

Le Ministère a reçu et traité 191 demandes (17,87 %) en vertu de cet alinéa de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Alinéa 8(2)f)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « aux termes d'accords ou d'ententes conclus d'une part entre le gouvernement du Canada [...] et, d'autre part, le gouvernement d'une province [ou d'un territoire] en vue de l'application des lois ou pour la tenue d'enquêtes licites... ».

Le Ministère a reçu et traité 790 demandes (73,90 %) en vertu de cet alinéa de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Alinéa 8(2)g)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués à « un parlementaire fédéral en vue d'aider l'individu concerné par les renseignements à résoudre un problème ».

Le Ministère a reçu et traité une demande (0,09 %) en vertu de cet alinéa de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Alinéa 8(2)h)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « pour vérification interne au personnel de l'institution ou pour vérification comptable au bureau du contrôleur général ou à toute personne ou tout organisme déterminé par règlement ».

Le Ministère a reçu et traité une demande (0,09 %) en vertu de cet alinéa de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Alinéa 8(2)j)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués à « Bibliothèque et Archives du Canada pour dépôt ».

Le Ministère n'a reçu et traité aucune demande en vertu de cet alinéa de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Alinéa 8(2)j)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « à toute personne ou à tout organisme, pour des travaux de recherche ou de statistique, pourvu que soient réalisées les deux conditions suivantes i) le responsable de l'institution est convaincu que les fins auxquelles les renseignements sont communiqués ne peuvent être normalement atteintes que si les renseignements sont donnés sous une forme qui permette d'identifier l'individu qu'ils concernent... ».

Le Ministère a reçu et traité une demande (0,09 %) en vertu de cet alinéa de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Alinéa 8(2)k)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « à tout gouvernement autochtone, association d'autochtones, bande d'Indiens, institution fédérale ou subdivision de celle-ci, ou à leur représentant, en vue de l'établissement des droits des peuples autochtones ou du règlement de leurs griefs ».

Le Ministère a reçu et traité 26 demandes (2,43 %) en vertu de cet alinéa de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Alinéa 8(2)l)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « à toute institution fédérale en vue de joindre un débiteur ou un créancier de Sa Majesté du chef du Canada et de recouvrer ou d'acquitter la créance ».

Le Ministère n'a reçu et traité aucune demande en vertu de cet alinéa de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Alinéa 8(2)m)

Des renseignements personnels peuvent être communiqués « à toute autre fin dans les cas où, de l'avis du responsable de l'institution : (i) des raisons d'intérêt public justifieraient nettement une éventuelle violation de la vie privée, (ii) l'individu concerné en tirerait un avantage certain ».

Le Ministère n'a reçu et traité aucune demande en vertu de cet alinéa de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

6. Autres fonctions de la Direction de l'AIPRP

L'Unité de l'AIPRP traite aussi d'autres types de dossiers, y compris les demandes officielles – par exemple, les consultations sur la protection des renseignements personnels, les demandes officielles de renseignements personnels et les examens préalables à la diffusion des rapports des Services de ressources humaines et du milieu du travail. Tous ces dossiers ajoutent de manière importante à la charge de travail liée à l'AIPRP. Ainsi, au cours de la période visée par le rapport 2010-2011, la Direction de l'AIPRP a reçu plus de 2 700 demandes.

6.1 Demandes de consultation provenant d'autres institutions

Aucune demande de consultation n'a été reçue d'autres institutions gouvernementales durant la période visée par le rapport.

6.2 Traitement officiel des demandes de renseignements personnels

AADNC reçoit des demandes de renseignements auxquelles il est possible de répondre sans citer la LPRP, mais en respectant l'esprit de cette loi.

La plupart des dossiers se rapportant aux demandes officielles de renseignements personnels sont des demandes présentées par des personnes qui, ayant soumis une demande de Paiement d'expérience commune (PEC), veulent avoir accès à leurs propres dossiers relatifs aux pensionnats indiens. La norme de service pour ce service est de 60 jours.

7. Plaintes et enquêtes

Pendant la période visée par le rapport 2010-2011, le Commissariat à l'information du Canada a reçu une plainte contre le Ministère à l'égard du traitement des demandes en vertu de la LPRP. Six plaintes avaient été déposées au cours de l'exercice précédent et n'étaient pas encore réglées. À ce titre, six enquêtes ont été menées à terme et l'autre a été reportée à l'exercice suivant. Sur les six enquêtes menées à terme, le Commissariat à l'information du Canada a conclu que quatre plaintes n'étaient pas fondées et les deux autres ont été résolues.

8. Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP)

Une EFVP consiste en une évaluation par étapes de la circulation des renseignements personnels détenus au sein d'un programme ou d'un service donné. Ce processus permet au Ministère de déterminer si les nouvelles technologies, les systèmes d'information, les initiatives et les programmes ou politiques proposés se conforment aux exigences du gouvernement fédéral en matière de protection des renseignements personnels.

Une EFVP décrit brièvement les points saillants qui concernent les renseignements personnels en place ou nouvellement acquis, y compris en format papier ou électronique, et répond aux questions suivantes : Comment l'information et les données seront-elles tenues à jour? Quelles mesures de contrôle administratives seront mises en place? Comment les décisions d'utilisation de l'information ont-elles été prises?

Les dix principes équitables qui régissent la protection des renseignements personnels (responsabilité; détermination des objectifs; consentement; limitation de la collecte; limitation de l'utilisation, de la communication et de la conservation; exactitude; mesures de sécurité; transparence; accès aux renseignements personnels; remise en cause de la conformité) sont utilisés pour garantir la prise en compte des questions de confidentialité au cours de la mise en œuvre de nouveaux systèmes.

La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a offert un encadrement aux bureaux de programmes et à leurs composantes au cours du processus d'EFVP, depuis le lancement de l'EFVP jusqu'à la présentation du produit final. Prière de consulter l'annexe B pour accéder à une liste complète des EFVP et des évaluations préliminaires des facteurs relatifs à la vie privée (EPFVP) auxquelles AADNC a participé au cours de l'exercice 2010-2011.

Au cours de l'exercice 2010-2011, AADNC a mené à terme six EFVP (se reporter à l'annexe C). Trois d'entre elles ont nécessité des évaluations complètes et les trois autres ont été résumées ainsi :

Système national de rapports et de suivi du répertoire des litiges

Le projet de Système national de rapports et de suivi du répertoire des litiges (SNRSRL) a été lancé dans le but d'établir un seul système intégré pour assurer le suivi des litiges et produire des rapports sur l'inventaire des litiges d'AADNC. Le système sera fondé sur un produit logiciel grand public, assorti d'un soutien complet pour la gestion des cas. Il remplacera l'éventail existant d'outils et de bases de données utilisés par le personnel et les équipes de la Direction générale de la gestion et du règlement des litiges (DGGRL).

L'introduction de ce nouveau système comprendra l'adoption de procédures uniformisées pour la gestion de cas et de l'information dans toute la DGGRL. Les gestionnaires de la DGGRL seront en mesure de réduire considérablement les risques liés à la gestion de cas et de l'information par l'harmonisation des procédures, le regroupement de l'information et l'élimination de la profusion d'outils de suivi actuellement en usage.

Logiciel Arrival XE (version étendue)

Arrival XE (version étendue) est le logiciel de suivi interne et de gestion des livraisons de Pitney Bowes dont les fonctions de suivi des demandes facilitent la gestion de la charge de travail liée aux demandes en vertu du projet de loi C-3.

Le logiciel *Arrival* automatise le suivi du courrier et des colis après leur arrivée au centre de traitement de Winnipeg. *Arrival* simplifie également l'enregistrement, la production de rapports et l'établissement des priorités pour le personnel du centre de traitement postal, et comporte diverses options pour la vérification de l'état d'avancement de la livraison et la localisation du courrier. Le logiciel *SendSuite* permet au télécentre de consulter

l'historique et l'état d'avancement du traitement d'une demande dans les dossiers du type de celui de l'affaire *McIvor*.

Système d'enregistrement des terres indiennes

Le Système d'enregistrement des terres indiennes (SETI) publie les renseignements personnels nécessaires pour confirmer le droit d'un membre des Premières nations à une parcelle ou à des parcelles des terres de réserve. En vertu de plusieurs lois, le gouvernement est tenu de fournir un tel registre.

Le Projet de modernisation du Registre des terres indiennes (PMRTI) est une refonte de l'actuel Registre des terres indiennes. L'objectif principal du PMRTI est de remplacer l'infrastructure technique des registres des terres en place. Cela nécessitera le « recodage » du système actuel d'enregistrement des terres.

Le projet permettra en outre aux clients des registres d'accéder à des cartes électroniques au moyen d'un système d'information géographique (SIG). Il mettra en place une application Web sécurisée qui permettra aux utilisateurs autorisés d'entrer et de mettre à jour de l'information dans les registres des terres. De plus, il y aura un site public destiné aux utilisateurs ayant un accès pour simple lecture.

Ces résumés de l'EFVP seront affichés sur le site Web officiel d'AADNC au cours de l'exercice 2011-2012.

9. Activités de comparaison des données

L'activité de comparaison des données consiste à comparer des renseignements personnels issus de différentes sources, y compris les sources provenant d'une même institution gouvernementale, à des fins administratives ou autres. L'activité de comparaison de données peut être systématique ou récurrente et peut également être menée périodiquement en fonction des besoins. La comparaison de données exige de divulguer des renseignements personnels ou de les communiquer à d'autres organisations aux fins de la comparaison.

Il n'y a eu aucune nouvelle activité de comparaison des données au cours de la période visée par le rapport.

10. Points saillants d'AADNC en 2010-2011

Au cours de l'exercice 2010-2011, AADNC a prouvé son engagement à mettre en place une culture de la confidentialité solide au chapitre de la protection des renseignements personnels dans l'ensemble du Ministère. Les points saillants de cet engagement sont les suivants :

10.1 Soutien du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada - Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée

AADNC utilise une approche proactive de la confidentialité dans l'ensemble du Ministère et a obtenu l'aide et le soutien du Secrétariat du Conseil du Trésor pour mettre en œuvre différents outils et politiques de protection des renseignements personnels. À cette fin, la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a élaboré des outils destinés à aider les responsables de programmes à effectuer des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP).

10.2 Soutien du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada - Info Source

La Division de la politique sur la protection des renseignements personnels a également collaboré avec le Conseil du Trésor pour répondre aux exigences concernant *Info Source* – publication annuelle contenant de l'information sur le gouvernement du Canada, son organisation et ses fonds de renseignements. Ces exigences comprennent l'exécution des EFVP et l'élaboration de fichiers de renseignements personnels (FRP).

10.3 Éducation et formation

AADNC a offert un certain nombre de séances de formation visant à sensibiliser les employés à la nécessité de protéger les renseignements personnels dans l'ensemble du Ministère afin que tous en comprennent l'importance.

La formation **Protection de la vie privée 101** est une séance de formation interactive conçue pour aider les participants à bien comprendre les principes de la protection des renseignements personnels. Ces séances comprennent une discussion sur la signification de la protection des renseignements personnels, une description de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de ses objectifs, et des explications sur le lien entre la protection des renseignements personnels et le travail de chacun. Les séances portent une attention particulière aux peuples autochtones (Premières nations, Inuits et Métis) et à la gestion de leurs renseignements personnels. Une compréhension de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et les responsabilités inhérentes prévues dans la *Loi* favoriseront le respect de la protection des renseignements personnels dans l'ensemble du Ministère.

Dix séances « Protection de la vie privée 101 » ont été présentées au cours de l'exercice 2010-2011, chacune réunissant entre dix et vingt-cinq participants. Vu l'efficacité et la réussite de ces séances, AADNC continuera à les offrir à titre de formation de base pour le personnel du Ministère.

Au total, AADNC a offert 19 séances de formation sur l'AIPRP au cours de 2010-2011. Neuf d'entre elles ont été présentées en anglais et les 10 autres, en français. Les séances ont duré en moyenne trois heures chacune. AADNC a formé plus de 275 employés sur les protocoles d'AIPRP au cours de l'exercice 2010-2011.

Au bout du compte, la formation du personnel contribuera à accroître la capacité d'AADNC de remplir ses obligations législatives, y compris son devoir de « prêter assistance » au sens de la *Loi fédérale sur la responsabilité*.

11. Modifications apportées à l'organisation, aux politiques, aux lignes directrices et aux procédures

AADNC n'a apporté aucune modification aux politiques, lignes directrices ou procédures ni mis en œuvre de nouvelles politiques, lignes directrices ou procédures pendant la période visée par le rapport.

Annexe A. Ordonnance de délégation de pouvoirs en vertu de la LPRP en date du 26 mai 2008

Ministre des Affaires indiennes et
du Nord canadien et interlocuteur fédéral
auprès des Métis et des Indiens non inscrits



Minister of Indian Affairs and
Northern Development and Federal Interlocutor
for Métis and Non-Status Indians

Ottawa, Canada K1A 0H4

**Loi sur la protection des
renseignements personnels -
Ordonnance de délégation de pouvoirs**

**Privacy Act -
Delegation Order**

En application des pouvoirs de désignation qui me sont conférés en vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, j'autorise par la présente les employés exerçant des fonctions ou occupant le poste de secrétaire du Ministère, Secrétariat du Ministère (numéro de poste 12294), le coordonnateur / gestionnaire (numéro de poste 62185) de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et les employés qui leur succéderont, y compris les employés qui les remplacent en leur absence, ou toute personne ou agent désigné par écrit pour les remplacer à exercer ces pouvoirs, responsabilités ou fonctions dévolus au ministre en tant que chef de cette institution administrative en vertu de la Loi, et tels qu'énoncés dans l'annexe A ci-jointe.

J'autorise par la présente les conseillers principaux de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (numéros de postes 62364, 12590, 12061 et 12058), ainsi que ceux qui leur succéderont, y compris, en leur absence, toute personne ou agent désigné par écrit pour agir en son nom, à exercer les pouvoirs, les responsabilités ou les

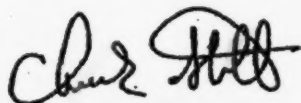
Pursuant to the powers of designation conferred upon me by Section 73 of the *Privacy Act*, the persons exercising the functions or positions of Corporate Secretary, Corporate Secretariat (position number 12294), and the departmental Access to Information and Privacy Coordinator / Manager (position number 62185) and their respective successors, including in their absence, a person or officer designated in writing to act in the place of the holder of any such functions or positions are hereby designated to exercise those powers, duties or functions of the Minister as the Head of the government institution under the Act, and as set out in the attached Schedule A.

The departmental Access to Information and Privacy Senior Advisors (position numbers 62364, 12590, 12061 and 12058) and their respective successors, including in her/his absence, a person or officer designated in writing as being authorized to act in the place of the holder of any such function or position, are hereby designated to exercise those

Canada

fonctions dévolus au ministre en tant que
chef de cette institution administrative du
gouvernement en vertu de la Loi, et tel
qu'énoncés dans l'annexe B ci-jointe.

duties or functions of the Minister as the
Head of the government institution under
the Act, and as set out in the attached
Schedule B.



Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
Minister of Indian Affairs and Northern Development

Signé à Gatineau, le 26 mai, 2008
Dated at Gatineau, the 26 of May, 2008

Annexe A. Ordonnance de délégation de pouvoirs en vertu de la LPRP en date du 26 mai 2008 (suite)

ANNEXE A

MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN **ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Articles et pouvoirs, responsabilités ou fonctions

- 8(2) Communiquer des renseignements personnels sans le consentement de la personne concernée par ces renseignements
- 8(4) Conserver des copies des demandes reçues en vertu de l'alinéa 8(2)e), conserver des rapports sur les renseignements communiqués comme suite auxdites demandes et mettre ces rapports à la disposition du Commissaire à la protection de la vie privée
- 8(5) Aviser par écrit le Commissaire à la protection de la vie privée de la communication de renseignements en vertu de l'alinéa 8(2)m)
- 9(1) Conserver un rapport sur l'utilisation des renseignements personnels
- 9(4) Aviser le Commissaire à la protection de la vie privée de l'usage compatible des renseignements personnels et mettre le répertoire à jour en conséquence
- 10 Verser les renseignements personnels dans les fichiers de renseignements personnels
- 11a) Publier annuellement un répertoire de tous les renseignements personnels détenus par l'institution non contenus dans un fichier de renseignements personnels
- 14 Répondre aux demandes d'accès, dans les délais prescrits : communiquer les renseignements ou envoyer un avis au demandeur
- 15 Proroger les délais et aviser le demandeur
- 16 En cas de refus de communication
- 17(2)b) Version de la communication ou autre forme de communication
- 17(3)b) Autre forme de communication
- 18(2) Refus de communiquer de l'information se trouvant dans un fichier inconsultable
- 19(1) Refus de communiquer des renseignements obtenus à titre confidentiel d'un autre gouvernement
- 19(2) Communiquer les renseignements personnels mentionnés au paragraphe 19(1) si le gouvernement en question consent à leur divulgation ou met les renseignements à la disposition du public
- 20 Refuser de communiquer des renseignements portant préjudice aux affaires fédérales et provinciales
- 21 Refuser de communiquer des renseignements portant préjudice aux affaires internationales ou à la défense
- 22 Refuser de communiquer des renseignements portant préjudice à l'application de la loi et aux enquêtes
- 23 Refuser de communiquer des renseignements portant préjudice aux autorisations de sécurité

- 24 Refuser de communiquer des renseignements recueillis par le Service canadien des pénitenciers, le Service national de libération conditionnelle ou la Commission nationale des libérations conditionnelles
- 25 Refuser de communiquer des renseignements portant préjudice ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité des personnes
- 26 Refuser de communiquer des renseignements sur d'autres personnes et refuser de communiquer des renseignements lorsque leur communication est interdite en vertu de l'article 8
- 27 Refuser de communiquer des renseignements personnels protégés par le secret professionnel liant un avocat à son client
- 28 Refuser de communiquer des renseignements concernant la santé physique ou mentale d'une personne si cette communication s'oppose aux intérêts de la personne
- 31 Prendre connaissance de l'avis d'enquête du Commissaire à la protection de la vie privée
- 33(2) Présenter des observations au Commissaire à la protection de la vie privée au cours d'une enquête
- 35(1) Prendre acte des constatations du rapport du Commissaire à la protection de la vie privée à la suite de son enquête et l'aviser des mesures prises
- 35(4) Communiquer les renseignements au plaignant après en avoir avisé le Commissaire à la protection de la vie privée en vertu de l'alinéa 35(1)b)
- 36(3) Prendre acte des conclusions du rapport du Commissaire à la vie privée découlant d'une enquête concernant un fichier inconsultable
- 37(3) Prendre acte des conclusions du Commissaire à la protection de la vie privée à l'issue de son enquête de conformité ayant révélé qu'une institution fédérale n'avait pas appliqué les articles 4 à 8
- 51(2)b) Demander qu'une affaire fasse l'objet d'une audition et soit tranchée dans la région de la capitale nationale
- 51(3) Demander le droit de présenter des arguments aux auditions menées en application de l'article 51
- 72(1) Préparer un rapport annuel destiné au Parlement
- 77 S'acquitter de responsabilités dévolues au chef de l'institution en application des règlements pris en vertu de l'article 77

ANNEXE B

MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES
RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Articles et pouvoirs, responsabilités ou fonctions

- 10 Verser les renseignements personnels dans les fichiers de renseignements personnels
- 11a) Publier annuellement un répertoire de tous les fichiers de renseignements personnels et de leur contenu respectif
- 11b) Publier annuellement un répertoire de tous les renseignements personnels détenus par l'institution non contenus dans un fichier de renseignements personnels
- 15 Proroger les délais et aviser le demandeur
- 31 Prendre connaissance de l'avis d'enquête du Commissaire à la protection de la vie privée

Annexe B. Ordonnance de délégation de pouvoirs en vertu de la LPRP en date du 3 novembre 2010

Ministre des Affaires indiennes et
du Nord canadien, interlocuteur fédéral
auprès des Métis et des Indiens non inscrits et
ministre de l'Agence canadienne de développement
économique du Nord



Minister of Indian Affairs and
Northern Development, Federal Interlocutor
for Métis and Non-Status Indians and
Minister of the Canadian Northern Economic
Development Agency

Ottawa, Canada K1A 0H4

NOV - 3 2010

Loi sur la protection des renseignements personnels - Ordonnance de délégation de pouvoirs

En application des pouvoirs de désignation qui me sont conférés en vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, j'autorise par la présente les employés exerçant des fonctions ou occupant le poste de Secrétaire du ministère, secrétariat du ministère (numéro de poste 12294), le coordonnateur / gestionnaire (numéro de poste 62185) de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et les employés qui les succéderont, y compris les employés qui les remplacent en leur absence, ou toute personne ou agent désigné par écrit pour les remplacer à exercer ces pouvoirs, responsabilités ou fonctions dévolus au ministre en tant que Chef de cette Institution administrative en vertu de la *loi*, et tels qu'énoncés dans l'annexe A, ci-jointe.

J'autorise par la présente les conseillers principaux de la direction d'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (numéros de postes 62364, 12590 et 12061) ainsi que

Privacy Act - Delegation Order

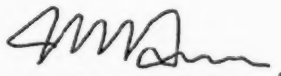
Pursuant to the powers of designation conferred upon me by Section 73 of the *Privacy Act*, the persons exercising the functions or positions of Corporate Secretary, Corporate Secretariat (position number 12294), and the departmental Access to Information and Privacy Coordinator / Manager (position number 62185) and their respective successors, including in their absence, a person or officer designated in writing to act in the place of the holder of any such functions or positions are hereby designated to exercise those powers, duties or functions of the Minister as the Head of the government institution under the *Act*, and as set out in the attached Schedule A.

The departmental Access to Information and Privacy Senior Advisors (position numbers 62364, 12590 and 12061) and their respective successors, including in her/his absence, a person or officer

Canada

ceux qui les succéderont, y compris, en leur absence, toute personne ou agent désigné par écrit pour agir en son nom, à exercer les pouvoirs, les responsabilités ou les fonctions dévolues au ministre en tant que Chef de cette institution administrative du gouvernement en vertu de la loi et tels que qu'énoncés dans l'annexe B, ci-jointe.

designated in writing as being authorized to act in the place of the holder of any such function or position, are hereby designated to exercise those powers, duties or functions of the Minister as the Head of the government institution under the Act, and as set out in the attached Schedule B.



Ministre des Affaires indiennes et du Nord Canadien
Minister of Indian Affairs and Northern Development

Signé à Gatineau, le 2010
Dated at Gatineau, the 3rd of, November 2010

Annexe B. Ordonnance de délégation de pouvoirs en vertu de la LPRP en date du 3 novembre 2010 (suite)

ANNEXE A

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN **ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA **LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

Articles et Pouvoirs, responsabilités ou fonctions

- 8(2) Divulguer des renseignements personnels sans le consentement de l'individu qui le concerne
- 8(4) Conserver des copies des demandes reçues en vertu de l'alinéa 8(2)(e), une mention des renseignements communiqués et mettre cette copie et cette mention à la disposition du Commissaire à la protection de la vie privée
- 8(5) Aviser par écrit le commissaire à la protection de la vie privée de la communication des renseignements en vertu de l'alinéa 8(2)(m)
- 9(1) Faire un relevé de l'usage des renseignements personnels
- 9(4) Aviser le Commissaire à la protection de la vie privée de l'usage de l'information à des fins compatibles avec celles auxquelles les renseignements ont été recueillis et mettre le répertoire à jour
- 10 Verser les renseignements personnels dans les fichiers de renseignements personnels
- 11(a) Faire publier annuellement un répertoire de tous les fichiers de renseignements personnels et leurs contenus respectifs
- 11(b) Faire publier annuellement un répertoire de tous les renseignements personnels qui ne sont pas contenus dans un fichier spécifique
- 14 Répondre à la demande de communication de renseignements dans les délais prévus par la loi; communiquer les renseignements ou aviser le demandeur
- 15 Proroger le délai et en aviser le demandeur
- 16 Refus de communication
- 17(2)(b) Version de la communication ou autre forme de communication
- 17(3)(b) Autre forme de communication
- 18(2) Refus de divulguer de l'information se trouvant dans un fichier inconsultable
- 19(1) Refus de divulguer des renseignements personnels obtenus à titre confidentiel d'un autre gouvernement
- 19(2) Divulguer au besoin des renseignements personnel mentionnés à l'alinéa 19(1) si le gouvernement en question consent à la divulgation ou rend les renseignements publics
- 20 Refus de divulguer des renseignements portant préjudice aux affaires fédérales provinciales
- 21 Refus de divulguer des renseignements portant préjudice à la conduite des affaires internationales et à la défense

- 22 Refus de divulguer des renseignements portant préjudice au maintien de l'ordre public et à des enquêtes
- 23 Refus de divulguer des renseignements recueillis pour des enquêtes de sécurité
- 24 Refus de divulguer des renseignements recueillis par le Service canadien des pénitenciers, le Service national de libération conditionnelle ou la Commission nationale des libérations conditionnelles
- 25 Refus de divulguer des renseignements pouvant nuire à la sécurité des individus
- 26 Refus de divulguer de l'information concernant d'autres individus, et refuser de les divulguer lorsque leur communication est interdite en vertu de l'article 8
- 27 Refus de divulguer des renseignements personnels qui sont protégés par le secret professionnel liant un avocat à son client
- 28 Refus de divulguer des renseignements sur la santé physique ou mentale de l'individu lorsque leur communication lui desservirait
- 31 Prendre connaissance de l'avis du Commissaire à la protection de la vie privée de son intention d'enquêter
- 33(2) Présenter des observations au Commissaire à la protection de la vie privée pendant une enquête
- 35(1) Prendre acte des constations du rapport du Commissaire à la protection de la vie privée à la suite de son enquête et l'aviser des mesures prises
- 35(4) Communiquer les renseignements au plaignant après en avoir avisé le Commissaire à la protection de la vie privée en vertu de l'alinéa 35(1)(b)
- 36(3) Prendre acte des conclusions du rapport du Commissaire à la vie privée découlant d'une enquête concernant un fichier inconsultable
- 37(3) Prendre acte des conclusions du Commissaire à la protection de la vie privée à l'issue de son enquête sur la mesure dans laquelle une institution fédérale a appliqué les articles 4 à 8
- 51(2)(b) Demander qu'une affaire fasse l'objet d'une audition et soit tranchée dans la région de la capitale nationale
- 51(3) Demander le droit de présenter des arguments aux auditions menées en application de l'article 51
- 72(1) Dresser un rapport annuel destiné au Parlement
- 77 S'acquitter de responsabilités dévolues au chef de l'institution en application des règlements pris en vertu de l'article 77 dont il n'est pas question ci-dessus

ANNEXE B

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN **ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

DÉLÉGATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA **LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

Articles et Pouvoirs, responsabilités ou fonctions

- 10 Verser les renseignements personnels dans les fichiers de renseignements personnels
- 11(a) Faire publier annuellement un répertoire de tous les fichiers de renseignements personnels et leurs contenus respectifs
- 11(b) Faire publier annuellement un répertoire de tous les renseignements personnels qui ne sont pas contenus dans un fichier spécifique
- 15 Proroger le délai et en aviser le demandeur
- 31 Prendre connaissance de l'avis du Commissaire à la protection de la vie privée de son intention d'enquêter

Annexe C. Rapport statistique d'AADNC concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels



Government of Canada
Gouvernement du Canada

REPORT ON THE PRIVACY ACT RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution Affaires indiennes et du Nord Canada / Indian and Northern Affairs Canada		Reporting period / Période visée par le rapport 2010-04-01 à fin 2011-03-31	
I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels		IV Exclusions cited / Exclusions citées	
Received during reporting period / Reçus pendant la période visée par le rapport	74	S. Art. 68(1)(a)	0
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	10	(b)	0
TOTAL	84	S. Art. 70(1)(a)	0
Completed during reporting period / Traités pendant la période visée par le rapport	70	(b)	0
Carried forward / Reportés	14	(c)	0
		(d)	0
		(e)	0
		(f)	0
II Disposition of request completed / Disposition à l'égard des demandes traitées		V Completion time / Délai de traitement	
1. All disclosed / Communication totale	10	30 days or under / 30 jours ou moins	34
2. Disclosed in part / Communication partielle	32	31 to 60 days / 31 à 60 jours	15
3. Nothing disclosed (withheld) / Aucune communication (exclusion)	1	61 to 120 days / 61 à 120 jours	13
4. Nothing disclosed (omitted) / Aucune communication (omission)	1	121 days or over / 121 jours ou plus	8
5. Unable to process / Traitement impossible	9		
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	17		
7. Transferred / Transféré	0		
TOTAL	70		
III Exemptions invoked / Exceptions invoquées		VI Extensions / Prorogations des délais	
S. Art. 16(2)	0	Interference with operations / Interruption des opérations	10
S. Art. 19(1)(a)	0	Consultation	1
(b)	0	Translation / Traduction	0
(c)	0	TOTAL	11
(d)	0		
S. Art. 20	0		
S. Art. 21	0		
S. Art. 23(1)(a)	0		
(b)	0		
(c)	0		
S. Art. 23(2)	0		
S. Art. 23 (a)	0		
(b)	0		
S. Art. 24	0		
S. Art. 25	0		
S. Art. 26	34		
S. Art. 27	0		
S. Art. 28	0		
VII Translations / Traductions		VIII Method of access / Méthode de consultation	
Translations requested / Traductions demandées	0	Copies given / Copies de l'original	42
Translations prepared / Traductions préparées	0	Examination / Examen de l'original	0
English to French / De l'anglais au français	0	Copies and examination / Copies et examen	0
French to English / Du français à l'anglais	0		
IX Corrections and notation / Corrections et mention		X Costs / Coûts	
Corrections requested / Corrections demandées	0	Financial (all reasons) / Financier (toutes raisons)	
Corrections made / Corrections effectuées	0	Salary / Traitement	\$ 49,290.39
Notation attached / Mention inscrite	0	Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$ 91,154.13
		TOTAL	\$ 79,435.11
		Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (toutes raisons)	
		Person year (fiscal format) / Années-personnes (nombre décimal)	
		9.04	

TBS/SCT 330-63 (Rev. 1999/03)



En plus des exigences de production de rapports dont il est question dans le rapport statistique du SCT, les institutions doivent déclarer des renseignements supplémentaires sur les EFVP. Les exigences supplémentaires en matière de rapports d'AADNC sont les suivantes :

Tableau C-1. Exigences supplémentaires en matière de rapport statistique pour 2010-2011 - Loi sur la protection des renseignements personnels

Évaluations préliminaires des facteurs relatifs à la vie privée en cours	0
Évaluations préliminaires des facteurs relatifs à la vie privée terminées	0
Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée en cours	12
Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée terminées	6
Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée transmises au Commissariat à la protection de la vie privée (CPVP)	1